

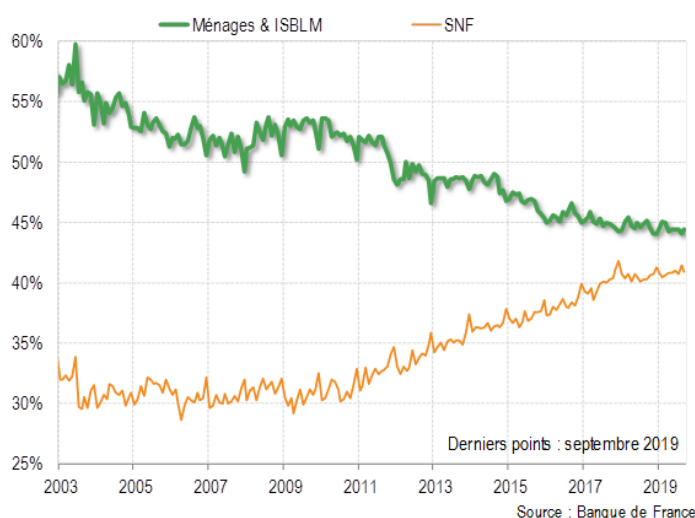


France : Forte hausse de la proportion des SNF dans les dépôts à vue

En septembre 2019, l'encours des dépôts à vue collectés par les établissements de crédit demeurait particulièrement dynamique (+11,9% en glissement annuel) et atteignait plus de EUR 1 106 Mds. Cette évolution concerne l'ensemble des clientèles et surtout les sociétés non financières (SNF). Premières contributrices à la croissance des dépôts à vue totaux chaque année depuis 2011, leur proportion au sein de ces derniers a nettement progressé.

Plusieurs explications à cela. Le contexte de taux d'intérêt bas, voire négatifs, rend les autres supports de placement peu attractifs et annule le coût d'opportunité lié à la détention de dépôts non rémunérés. Il contribue dans le même temps à l'élargissement des flux de crédits bancaires des SNF, qui sont relativement bien corrélés aux flux de leurs dépôts à vue depuis le début de la décennie. *A contrario*, les dépôts à vue des ménages, s'ils demeurent dynamiques, font l'objet d'arbitrages en faveur des produits à taux administrés (Livret A, LDD, PEL) qui procurent des rémunérations sensiblement supérieures aux taux de marché. En moyenne depuis le début de l'année 2019, le poids des SNF dans les dépôts à vue s'établit autour de 42% en France, contre 22% en Allemagne, 23% en Espagne et 24% en Italie; la progression des dépôts à vue totaux étant essentiellement tirée par les ménages & ISBLM¹ dans ces trois pays. La France est donc le seul pays de la zone euro dans lequel la proportion des SNF au sein des dépôts à vue totaux progresse autant. Ce phénomène peut être relié aux stratégies d'une partie des grandes ETI et sociétés cotées françaises consistant à profiter des taux exceptionnellement bas pour s'endetter et accumuler des disponibilités dont l'utilisation sera échelonnée dans le temps². Enfin, les excédents bruts d'exploitation des SNF françaises augmentent depuis 2014, ce qui alimente également leurs dépôts à vue.

France : parts des SNF et des ménages dans les dépôts à vue



¹ Instituts sans but lucratif au service des ménages.

² Insee (Déc. 2017), *Faut-il s'inquiéter de la hausse de l'endettement des entreprises en France ?*